

Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

COLONISATION

BUREAU

DU JOURNAL,

à la Plaza de Castelfranco n. 162.

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal. Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. J. H. REYNAUD, propriétaire gérant.

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

Ephémérides.

DU SIÈGE DE MONTEVIDEO.

ANNÉE 1843.

— Février. —

(Suite.)

3. — Le président Rivera délègue son autorité dans la personne du président du Sénat, Don Joaquín Suárez, et se met à la tête de l'armée en campagne.
9. — Le gouvernement de la République décrète une distribution solennelle de drapeaux aux corps de la garnison, et dispose que : « après la victoire ces drapeaux seront placés dans l'église cathédrale, au-dessus des bannières qui seraient enlevées à l'ennemi, et déployés dans le temple les jours de grandes fêtes de la République. »
10. — Dans une réunion qui a lieu au Consulat de France, il est reconnu qu'il y avait nécessité de demander au commandant de notre station navale un débarquement de marins armés. Une commission de onze membres est nommée sous la présidence du Consul, pour déterminer les points de la ville où devront être établis les postes de la marine et des résidents français.
11. — Le gouvernement décrète : que tout individu qui entretiendra des correspondances avec les troupes de Rosas; qui leur fera passer des articles de guerre, qui favorisera la désertion ou répandra dans la ville des nouvelles alarmantes, sera, quel qu'il soit, traduit devant un conseil de guerre et jugé immédiatement suivant la rigueur des lois.
12. — L'avant-garde de l'armée nationale composée de 1,600 hommes, commandés par le général Medina, est entourée, sur le gué de la Paloma de Canelones, par 4,000 soldats ennemis, des trois armes; elle se bat héroïquement et passe la rivière en bon ordre, bien qu'essuyant une perte assez considérable.
13. — Le gouvernement décrète : que tous les étrangers faisant partie de l'armée ennemie, qui tomberont entre les mains des défenseurs de l'indépendance, seront traités avec les égards dus aux prisonniers de guerre; mais que tout Oriental ou toute autre personne domiciliée dans le pays, qui serait pris les armes à la main, ou portant la devise des envahisseurs, sera fusillé sur le champ comme traître à la patrie.
14. — A huit heures du soir. La commission présidée par M. Pichon, Consul de France, invite les résidents français à se réunir, le mercredi 15, aux lieux qu'elle désigne pour entendre la lecture de son rapport et aviser à diverses mesures de sûreté. Les points de réunion sont : la baraque Duplessis, l'Hotel Hymonet, la maison Cavallón, le jeu de paume Cazenave, la maison Recalde, le jeu de paume Capandeguy, le Café de l'Uruguay, la boulangerie Robillard, le jeu de paume de Valentin.
15. — L'avis de convocation, inséré dans le Patriote, est écrit de la main de M. le Consul Pichon.
16. — Distribution solennelle des drapeaux aux divers corps de la garnison. Le ministre de la guerre (le colonel Pacheco y Obes), en les déposant entre leurs mains, leur adresse des allocutions pleines de feu et d'énergie qui excitent, au plus haut degré, l'enthousiasme du soldat.
17. — Les défenseurs de la capitale couvrent avec enthousiasme la ligne des fortifications, au nombre de 4,000 hommes, et ils attendent, de pied ferme, l'ennemi qui s'avance.
18. — Ce même jour, à six heures du soir, les réunions de français, provoquées par M. le Consul Pichon, ont lieu aux postes indiqués. Il est donné lecture du rapport de la commission.
19. — L'armée assiégeante, forte de 6,000 hommes, arrive au Cerrito. Elle fait une salve d'artillerie et n'ose rien entreprendre de plus à la vue des fortifications de Montevideo, qui n'étaient ni terminées ni entièrement garnies d'artillerie.

(Continuera.)

Agenda.

CONTENANT UN MILLIER DE FAITS CONCERNANT L'HISTOIRE, LA GÉOGRAPHIE, LA POLITIQUE, LE COMMERCE, LES ARTS, LES SCIENCES, LA LEGISLATION ET LES MŒURS DES RÉPUBLIQUES DE LA PLATA.

(Suite.)

Quoique la province de Buenos Ayres soit moins favorisée de la nature que la Bande Orientale, — que plusieurs autres provinces de la prétendue Confédération Argentine, telles que Corrientes, Entre-Ríos, Cordova, Tucuman, La Rioja, San Juan et Mendoza — elle offre néanmoins quelques ressources relatives au commerce et à l'émigration, par son étendue, sa position topographique, son influence politique et son climat.

Le littoral de la Plata et du Parana, depuis la Ensenada, et même la Magdalena, jusqu'à San Nicolas de los Arroyos, à la frontière de Santa-Fé, pourrait être colonisé d'une manière avantageuse pour les colons comme pour les propriétaires fonciers du pays.

Le voisinage de la Plata et du Parana faciliterait des moyens de transport en toute saison, et obvierait aux inconvénients, presque insurmontables, que présentent, en hiver, les voies de communication terrestres.

D'un autre côté, Buenos Ayres est le seul et unique port, quant à présent, et on peut dire la métropole de quatorze provinces appelées, tôt ou tard, à jouer un rôle important dans le mouvement commercial du monde.

Ces provinces sont : au NORD, du côté de la Bolivie, du Chaco et du Paraguay — Jujuy, Salta, Tucuman et Corrientes.

A l'EST, à la frontière du Chili, sur le versant oriental des Andes, — La Rioja, San Juan et Mendoza.

Au CENTRE, — Santiago del Estero, Catamarca, Cordoba, San Luis, Santa-Fé et Entre-Ríos.

Au SUD, Buenos Ayres.

La population totale de ces diverses provinces est évaluée à 800,000 habitants.

Même avec le gouvernement actuel de Buenos Ayres, — le pire des gouvernements, sans contredit — on pourrait, si l'on obtenait la libre navigation du Parana, préparer un vaste champ aux entreprises commerciales, en ouvrant de nouvelles voies de communication avec l'intérieur.

C'est ce qu'il faut s'efforcer d'obtenir, dans l'intérêt même des Etats riverains de la Plata.

Quels sont les biens, la prospérité, qu'a procurés aux provinces intérieures, le système de Rosas, — réduit à un réseau de dictatures locales, subordonnés toutes à une dictature souveraine ? (1)

On ne voit point, dans aucune de ces provinces, stimuler la création de la richesse publique, ni même essayer de surmonter les obstacles qui s'opposent à sa production.

Au contraire : le système économique et fiscal, aujourd'hui en vigueur, est basé précisément sur l'accroissement de ces obstacles.

« Tout ce qui existe dans cette province, — dit un gouverneur aux habitants, — est à ma disposition, en vertu des facultés extraordinaires dont je suis investi, et c'est pour cela que je m'empare de votre bétail pour me créer un revenu. »

« Ce sol appartient aux enfants de cette province, — dit un gouverneur aux habitants des autres provinces, — et c'est pour cela que si vous le profanez par vos troupeaux, vos mulets et vos charrettes vous me le paierez cher. »

Et en effet les voyageurs, les agriculteurs, les estancieros, les commerçants sont fréquemment renvoyés sur les routes (sous le prétexte des droits de transit) à la manière des anciens seigneurs féodaux, qui, enfermés dans leurs châteaux, pressuraient par des péages et des gabelles arbitraires les pauvres négociants qui étaient forcés de traverser leurs domaines déserts et voraces.

(1) Cette question et les réponses qui la suivent sont tirées des observations très judicieuses qu'a présentées le Comercio del Plata du 6 de ce mois à l'occasion d'une circulaire que M. Sarmiento a adressée aux gouverneurs des provinces argentines.

(Continuera.)

NOTES COMMERCIALES

SUR MONTEVIDEO.

(Suite.)

En 1842 la population de cette capitale et de ses faubourgs (la Aguada et le Cordón), atteignait le chiffre de 50,000 âmes, tandis qu'en 1833 elle arrivait à peine à celui de 20,000 — Le rôle original du recensement de la population totale de la République, donné, en 1835, au département de Montevideo, 30,600 habitants.

Des renseignements pris à l'administration du timbre, constate qu'il fut délivré 2,281 patentes de commerçants pendant le cours de l'année 1842. Le total de celles de 1836 ne s'élevait qu'à 962.

Nous lisons dans le message que M. Joaquín Suárez, alors vice-président de cette République, a présenté aux chambres législatives, le 16 février 1842, que dans l'espace de trois années seulement, — de 1838 à 1841, — on a construit à Montevideo trois mille maisons en brique et en pierre; et que dans le même espace de temps, 14,600 européens ont afflué sur ces plages hospitalières.

Il résulte d'ailleurs d'un relevé fait à la police et à la salle de commerce, et publié dans le Nacional de Montevideo du 17 septembre de la même année, que, de 1836 à 1841, il est arrivé dans cette capitale 28,248 étrangers dans les proportions suivantes :

Allemands.	327
Espagnols d'Europe.	9,079
Canariens.	4,527
Français du pays basque.	7,734
Français d'autres départements.	983
Sardes.	5,598
Total.	28,248

Il résulte en outre de calculs rigoureusement exacts que, dans la même année de 1842, l'Uruguay, qui ne compte guère plus de 200,000 habitants, faisait, proportionnellement, avec la France — trois fois et demi plus d'affaires que la prétendue Confédération argentine, qui a de 7 à 800,000 habitants, — et vingt-cinq fois plus que le Brésil qui compte 5 à 6 millions de consommateurs !

Les documents fournis par l'administration des douanes de France ont constaté, d'ailleurs, à la même époque, que l'accroissement de notre commerce d'importation et d'exportation avec cette dernière puissance n'a été que de 58 p. 0/0 en dix ans. Ces faits sont incontestables.

On aurait tort de supposer que l'accroissement rapide de notre commerce de la Plata, en 1842, est exclusivement dû à la levée du blocus de Buenos Ayres, où des besoins longtemps comprimés devaient naturellement appeler les navires de toutes les nations : — c'est précisément le contraire qui a eu lieu, grâce à la terreur qu'inspirait l'effroyable politique du général Rosas. — A cette époque, le commerce de Montevideo était, sans contredit, beaucoup plus florissant que celui de Buenos Ayres, qui avait pourtant le monopole du trafic de l'Uruguay et du Parana !

En voici des exemples :

COMMERCE GÉNÉRAL.

Navires entrés à Montevideo pendant le blocus de Buenos Ayres (1).

Années.	Navires.	Tonnage.
1838	495	92,982
1839	512	89,662
1840	700	127,000

Navires entrés à Montevideo après la levée du blocus de Buenos Ayres

1841	789	145,698
1842	824	158,652

NAVIGATION FRANÇAISE.

Pendant le blocus.

1838	57	12,384
1839	48	8,832
1840	62	12,353

Après le blocus.

1841	84	17,080
1842	97	20,644

(1) Nous ne donnons ici que le mouvement des navires de haute mer. Ces chiffres sont extraits d'un état de navigation dressé avec beaucoup de soin par M. Juan Nepomuceno Madero. Lorsque la navigation du Parana et de l'Uruguay était ouverte au pavillon oriental, il entrait annuellement dans le port de Montevideo 1000 à 1200 caboteurs, d'une jauge moyenne de 30 tonnaux.

(Continuera.)

MONTEVIDEO.

9 MAI 1850.

LE RAPPORT DE M. DURAND (DE MAREUIL)

(Suite.)

—2^{me} article.—

On aura beau dire à ce bon M. Durand (de Mareuil):

« Le Rio de la Plata est un champ d'os où se combattent deux principes, abstraction faite de tous intérêts personnels: l'un basé sur l'absolutisme d'un homme, l'autre sur le besoin d'expansion.

« Le premier de ces principes est rétrograde et concentré; l'autre est progressif et expansif.

« Le premier repousse la confiance par la terreur et la spoliation organisée; le second appelle le crédit et les bras étrangers.

« L'un est la mort intellectuelle et sociale, l'autre est la vie; l'action, le progrès (1). »

M. de Mareuil haussera les épaules et vous regardera d'un air dédaigneux, du haut de sa grandeur diplomatique.

C'est en vain que vous insisterez, en invoquant le témoignage respectable de dix autres agents français, tels que MM. Buchet-Martigny, Baradère, Leblanc, Lefebvre de Bécourt, De Lurde, Bourboulon, Deffaudis, Lainé, Walewski et Gros.

Celui des journaux de tous les partis et de toutes les couleurs: le *Constitutionnel*, les *Débats*, le *Courrier Français*, le *Siècle*, le *Pays*, le *National*, la *Réforme*, la *Voix du Peuple*, l'*Union*, l'*Assemblée Nationale*, la *Liberté*, la *Patrie*, la *Démocratie Pacifique*, le *Crédit*, l'*Echo de la Marine*, le *Phare Commercial*, la *Semaine*, le *Journal du Havre*, le *Courrier de Nantes*, etc., etc.

Celui des orateurs de l'Assemblée nationale, dans les mémorables séances des 30 avril, 29, 30 et 31 décembre 1849, 4 et 5 janvier 1850. — MM. Sauvaire-Barthélemy, Hubert-Delisle, Gerdy, Gustave de Beaumont, Ayllies, Lecomte, Thiers, de Rancé, Lainé, Jules Fabre, Collas, Emmanuel Arago, Larochejaquelein et Dupetit Thouars.

M. Durand (de Mareuil) daignera à peine vous répondre d'un ton superbe, ces mots conclus dans la bouche d'un diplomate de sa force:

— « C'est faux! archi-faux! »

— Tout ce monde-là a été la dupe des intrigants, des hommes perdus de Montevideo.

— Un mirage, d'une sorte de vésanie....

— « Tout cela a subi l'influence des Vasquez, des Indarito, des Varela, des Alsina (2). »

M. Durand (de Mareuil) a eu seul le privilège de bien voir les choses, de bien juger les hommes. Il a seul conservé son indépendance, son sang froid diplomatique, sa rectitude de jugement. Lui seul a eu le bonheur d'être doué de l'infailibilité des successeurs de St. Pierre!

— C'est incroyable.

Voyons, monsieur de Mareuil, soyez franc, n'avez-vous jamais subi le charme éblouissant des boudoirs de *Palerm*... Si nous étions mauvaise langue, pourtant!... mais non, nous serons généreux: nous dirons tout simplement que lorsque vous avez épousé avec tant de chaleur la noble cause de la *Fédération*, vous n'avez pas besoin de vous étayer sur des témoignages plus consciencieux que ceux de MM. de Mackau, Pichon et Le Prédour. — (témoin les rapports de ce dernier, en date des 26 mars, 9 juin et 24 septembre 1849) — et en fait de journaux, sur des opinions plus respectables que celles de la *Presse* et du *Courrier du Havre*; — puisque ces témoignages paraissent suffire au ministère, sur lequel nous avions fondé de si belles espérances, trop promptement déçues.

Ce dernier n'a-t-il pas, en effet, laissé dire au journal le *Napoléon* que le rapport de M. de Mareuil exprimait « la pensée du Gouvernement sur la question de la Plata? »

Il est vrai que cette naïveté a été dite et imprimée avant la discussion du 5 janvier 1850, dans laquelle l'honorable M. Rouher, parlant au nom du gouvernement, a tenu un tout un tout autre langage en présence de l'Assemblée nationale. — Mais en revanche M. La Hite n'a-t-il pas fait dire au *Moniteur* (numéro du 5 février): « M. Le Long, Consul Général de Montevideo, s'est livré dans plusieurs journaux à des attaques assez vives contre ce fonctionnaire, qui jouit à juste titre de la confiance du

(1) Belle et exacte définition des deux systèmes politiques de la Plata, donnée par M. Pfeil, en Angleterre, et rappelée dernièrement, avec beaucoup d'apropos, par le *Courrier de Nantes*.

(2) M. Santiago Vasquez, sénateur, conseiller d'Etat et ministre, est mort en 1846; M. Rivera Indarte, rédacteur en chef du *Nacional*, est mort en 1845, au Brésil; M. Florencio Varela fondateur et rédacteur en chef du *Comercio del Plata*, est mort assassiné, le 20 mars 1848, à 8 heures du soir, à Montevideo, le lendemain de l'arrivée des négociateurs Gore et Gros.....

« gouvernement, et dont les services ont toujours donné « ENTIERE SATISFACTION au ministère des affaires étrangères. »

On serait presque tenté de croire aux grandes capacités diplomatiques de M. Durand (de Mareuil), en voyant le gouvernement lui en délivrer, si complaisamment, le brevet dans le *Napoléon* et le *Moniteur*; quoique à la vérité, il nous en coûte beaucoup d'admettre que des hommes du caractère de MM. Deffaudis, Walewski et Gros, n'aient été que des niais, des ignorants ou des utopistes.

Toutefois, le respect que nous professons pour les opinions et les actes de notre gouvernement, ne va pas, ne doit pas aller jusqu'à dépouiller notre raison du droit d'examen, qui lui est d'ailleurs acquis par nos institutions politiques.

Nous en userons donc franchement pour examiner jusqu'à quel point le ministère a été fondé dans son opinion, à l'égard des capacités de M. de Mareuil.

Quel est le premier devoir d'un agent diplomatique? — l'IMPARTIALITE fondée sur le bon droit; — l'ENERGIE tempérée par la dignité.

Voilà, selon les meilleurs publicistes, les seules armes dont il soit permis de se servir en diplomatie.

Quel est le second de voir d'un agent diplomatique?

Aplanir tous les différends qui se seraient élevés, et aviser au moyen de concilier, d'une manière aussi honorable que solide, les liens d'amitié entre les deux gouvernements ET LES DEUX PEUPLES.

M. Durand (de Mareuil) a-t-il rempli ces conditions?

C'est ce que nous allons voir.

Arrivé de France le 10 février, à bord du vapeur de guerre le *Fullon*, M. de Mareuil se rendit le lendemain à Buenos Ayres pour y remplacer M. Bourboulon, qui avait succédé à M. de Lurde.

A la fin d'octobre de la même année, M. de Mareuil quitta Buenos Ayres; et après s'être reposé huit jours à Montevideo il repartit pour Rio de Janeiro, où il resta jusqu'à la fin de 1848, jouissant, bien entendu, de ses appointements de chargé d'affaires à Buenos Ayres.

M. Durand (de Mareuil) n'est donc resté que huit mois à Buenos Ayres, tandis que ses prédécesseurs — MM. de Bécourt, De Lurde et Bourboulon y ont séjourné plusieurs années.

Il a passé huit jours à Montevideo, lorsque MM. Buchet-Martigny, Baradère et Deffaudis y ont également résidé plusieurs années, ainsi que les amiraux Leblanc et Lainé.

Maintenant, qu'a fait M. de Mareuil pendant les huit

Il s'est d'abord beaucoup amusé. — point essentiel pour un agent diplomatique émergeant un gros traitement.

Il a beaucoup hanté les boudoirs de Doña Manuelita, et de la belle Madame Mancilla.

Il a essayé, fatigué, éreinté les meilleurs chevaux de Rosas.

Il a donné publiquement, — lui, simple chargé d'affaires — un démenti formel au baron Deffaudis, ministre plénipotentiaire, pair de France, conseiller d'Etat; l'un des hommes les plus versés dans la pratique des affaires de l'Amérique du Sud — Et sur quoi, s'il vous plaît? — S'agissait-il d'un fait qui se fût passé à Buenos Ayres, sous les yeux clair-voyants de M. de Mareuil?

Pas le moins du monde: il s'agissait d'un fait accompli (malheureusement) dans la Bande Orientale; — d'un fait de notoriété publique; — il s'agissait enfin de l'égorgeement d'une partie des prisonniers de l'armée nationale, après la bataille de la *India Muerta*.

Il s'est inspiré, jusqu'à saturation complète, de la polémique éhontée de la *Gazette* de Rosas et du *Defensor* d'Oribe.

Il s'est laissé dicter par Rosas un projet de traité si peu honorable pour la France, que M. Guizot n'a même pas daigné le favoriser d'une réponse.

Enfin, après être resté plus de deux ans à la porte de sa légation, oublié du ministère, — mais émergeant toujours ses états de service, — M. Durand (de Mareuil) est parti pour France maudissant Montevideo et tout ce qu'il contient; car, il ne faut pas se le dissimuler, c'est à l'infâme conduite des montevideos, que M. de Mareuil est redevenu de la perte de sa position à Buenos Ayres. Perte véritablement sensible à son cœur....; car il ne faut pas croire qu'il n'y ait que fiel et vinaigre dans ce cœur de 45 ans passés, il y a aussi des trésors d'amour et de dévouement.... à la noble et sainte cause de la *Fédération*.

On peut juger maintenant s'il y a eu dans la conduite de M. Durand (de Mareuil) l'impartialité, l'énergie et la dignité qui doivent présider à toutes les démarches d'un agent diplomatique.

L'impartialité! il la convertit en haine contre le gouvernement de Montevideo.

L'énergie! il ne l'a jamais déployée que contre ses compatriotes malheureux, compromis par la mauvaise politique des gouvernants.

La dignité!.... il la met aux pieds de ROSAS!!!

A-t-il été plus habile dans l'accomplissement du so-

cond de ses devoirs; c'est-à-dire, celui de resserrer d'une manière honorable et solide les liens d'amitié entre les deux peuples.

Nous le voyons s'efforcer de prouver que le gouvernement du dictateur Rosas « est un gouvernement stable », « GULIER, protecteur de l'étranger et de l'INDIGÈNE (lequel?) » — que les reproches de tyrannie, de cruauté, si fréquemment adressés à Rosas et à Oribe, sont « sagittés » — que d'ailleurs c'est l'affaire des gens du pays (les indigènes) et non la nôtre; — que « deux gouvernements comme ceux de Rosas et d'Oribe, intimement liés par une communauté de principes et d'intérêts, peuvent seuls faire prospérer le pays » — qu'aucun engagement ne nous lie à Montevideo, etc. etc.

C'est à dire que pour nous créer des sympathies en Amérique, et resserrer particulièrement les liens d'amitié entre la nation française et la nation argentine, d'une part; — entre la nation française et la nation orientale, d'autre part — notre diplomate ne trouve rien de plus honorable et de plus naturel que de sauter à pieds joints sur les traités, — que de river les fers des argentins et des orientaux.

Que d'expulser de la Plata la civilisation, la justice et l'humanité, par un petit système du gouvernement à la turque.... qui ne déplairait pas trop à M. de Mareuil en juger par ses assiduités à la cour de *Palermo*.

Voilà les habiletés diplomatiques de M. Durand (de Mareuil).

Si encore il s'était arrêté là! nous n'aurions pas grande prise contre lui; car enfin les opinions sont libres, et les siennes ne nous étonnent pas, puis qu'ils les ont sucées à la mamelle de la *Gaceta Mercantil*.

Mais il a osé calomnier, DIFFAMER les français établis à Montevideo.

— Ces français ruinés par la faute du gouvernement de LOUIS PHILIPPE; ruinés et affaiblis par sept ans de siège.... M. de Mareuil a le triste courage de les traiter de banqueroutiers — d'intrigants — d'artisans débauchés — d'aventuriers ennemis du travail!

Il faut croire que M. (de Mareuil) est un homme bien pur, bien irréprochable bien plein d'honneur et de loyauté pour oser diffamer de cette manière les défenseurs de la cause de Montevideo sans crainte des représailles!....

Qu'il se rassure, cependant, nous ne l'imiterons pas, nous ne fouillerons pas dans sa vie privée. Nous ne lui ferons plus qu'un seul reproche: c'est qu'en se faisant l'écho des épithètes pampéennes de la *Gaceta* et du *Defensor*, il oublie que des injures analogues ont été prodiguées à MM. Baradère, Martigny, Deffaudis et Lainé.

Il oublie, surtout, que S. M. Louis Philippe a été traité de *guarda chanchos*.... (3) par les mêmes bouches qui encensent aujourd'hui M. Le Prédour! sauf à le couvrir demain, de boue et de venin. — C'est dans la nature de ces gens là. C'est une civilisation *sui generis* qui plaît à M. de Mareuil par son originalité, son excentricité — son « Américanisme » pur sang.... — Oui, « pur sang », car au bout de ces gracieuses épithètes il y a toujours le refrain:

« MORT AUX SAUVAGES UNITAIRES! »

Ce qui nous afflige le plus dans tout cela, c'est d'avoir vu le chef de notre gouvernement sanctionner en quelque sorte toute ces turpitudes par ces paroles, peu méditées de journal présidentiel:

« Le rapport de M. de Mareuil exprime LA PENSÉE DU GOUVERNEMENT sur la question de la Plata. »

On se demande, en lisant cela quelle espèce de sympathie peut exister entre le prince Louis Napoléon et le tyran Rosas. — Aucune évidemment. L'attitude que vient de prendre le pouvoir exécutif en est la preuve.

La religion du premier magistrat de la France a dont été surprise.

Mais pourquoi encourager par de nouveaux éloges dans le *Moniteur Universel* le machiavélisme de M. Durand (de Mareuil)? — Serions-nous retournés, par hasard, aux temps heureux des Richelieu, des Mazarin et des Dubois?...

Quel malheur, qu'on ne puisse pas mettre à la disposition de M. de Mareuil quelques lettres de cachet!.... Comme il en aurait bientôt fini avec ces « Bouchers banqueroutiers, ces médecins sans clientèle, cette lie turque bulente des sociétés modernes, qui, en tous lieux, à Montevideo comme à Rome, ont toujours des bras et une plume au service du désordre! »

C'est un « diplomate » qui tient ce langage éminemment roaliste: — et c'est de ce diplomate si habile, que le *Moniteur* du 5 février a chanté les louanges.

Quel exemple! et quel encouragement pour la corporation diplomatique et consulaire....

Heureusement qu'il nous arrive des milliers de témoignages — « D'INTERESSES dans la question, » — à l'impartialité, à la justice et à la loyauté desquels nous en appelons hautement.

En attendant, nous opposerons aux opinions du protégé du ministère actuel, sur les hommes et les choses du Rio de la Plata, les opinions d'un protégé de M. de Mackau et du ministère Guizot. Nous publierons la correspondance

(3) Epithète digne de la *Max-horca*, et que nous ne traduisons pas par respect pour la langue française.

prévue de M. Lefebvre de Bécourt, jeune diplomate qui est resté deux ans à Buenos Ayres en la même qualité que M. Durand (de Mareuil).

Et l'on verra si les reproches de TYRANNIE et de CRUAUTE adressés à Rosas et à Oribe, par les défenseurs de Montevideo sont ou non exagérés.

On verra si le CRIME heureux, triomphant, audacieux, emparé d'or, doit mériter les hommages ou le mépris de la France républicaine. (1)

(La suite au prochain numéro)

On lit dans le Comercio del Plata du 8 de ce mois :

On nous informe, en se référant à des lettres de Buenos Ayres, en date du 2, apportées au Bucoo (port d'Oribe) par le vapeur brésilien Continentista, qui y est arrivé le 4, que la seule chose que l'on disait à Buenos Ayres relativement à l'état de la mission de M. Le Prédour, était que, par suite du refus de Rosas (refus qui aurait eu lieu le 26 avril) d'accepter les modifications présentées par M. l'Amiral, une nouvelle conférence avait eu lieu, à la sollicitation de ce dernier, mais dont le résultat n'avait pas encore transpiré dans le public.—Les Onces se maintenaient de 256 à 258\$.

Europe.

FRANCE.

ASSEMBLEE NATIONALE LEGISLATIVE.

SEANCE DU 5 JANVIER 1850.

PRÉSIDENCE DE M. BAROCHÉ, vice-président.

SUITE DE LA DISCUSSION SUR LES AFFAIRES DE LA PLATA.

M. Thiers. Certainement, si il pouvait résulter de la question de la Plata une complication européenne, je serais le premier à m'arrêter. J'ai été, dans tous les temps, très-sincèrement, quoi qu'on en ait pu dire, partisan de la paix, je l'ai été je le suis plus encore que dans le passé. Ma conviction a toujours été que, dans l'état du monde, la France devait diriger sa politique dans le sens de la paix. Si donc la paix pouvait être sérieusement compromise, je m'arrêtera, je le répète, tout le premier. Il n'en est rien. L'Angleterre, sans doute, s'intéresse beaucoup plus à Buenos Ayres qu'à Montevideo, elle a des raisons pour cela ; mais l'Angleterre est un grand pays, qui a un grand gouvernement qui se respecte et qui sait reconnaître le droit que vous avez de faire la guerre à Rosas.

Je vous citerai un exemple presque récent. Est-ce que vous aviez à l'égard du Maroc, je vous le montrerai tout à l'heure, des raisons de guerre égales à celles que vous avez envers Rosas ? Le Maroc avait donné des secours à Abd-el-Kader ; mais Rosas, et on l'oublie tous les jours ici, Rosas a égorgé des Français. J'ai offert d'en apporter la preuve, j'ai offert une enquête qui a été refusée ; il a égorgé des Français, il détient actuellement les propriétés d'un grand nombre d'entre eux. Je vous demande si le Maroc vous avait donné une raison de guerre égale à celle que Rosas vous a donnée et qu'on a oubliée parce qu'il y a dix ans, parce qu'il y a trois ou quatre ans encore que ces faits se sont passés !

Eh bien, l'Angleterre ne devait-elle pas éprouver cent fois plus de souci, cent fois plus de jalousie, à l'égard de ce que vous avez entrepris sur le Maroc, qu'elle ne pourrait en éprouver à l'égard de ce que vous entreprendriez sur les rives de la Plata ? Assurément, oui. Cependant, est-ce que l'Angleterre n'a pas reconnu notre droit de guerre ? Est-ce qu'il en est ressorti une complication ? Evidemment, non. Pourquoi ? C'est que, je le répète, l'Angleterre est un grand gouvernement, qui respecte le droit des gens, et il serait impossible qu'elle vint vous interdire de poursuivre, sur Rosas et ses Etats, les justes représailles que vous avez le droit d'exercer, d'après ce qui s'est passé envers vos nationaux.

Messieurs, que l'on conteste, si on le peut, la valeur de cet exemple, que l'on conteste cette raison si simple, si évidente, que personne dans le monde, qu'aucun gouvernement, se respectant ne pourrait venir dire aujourd'hui à

(1) On a vu que, sans attendre la ratification du traité Le Prédour, l'Astrolabe a salué de 21 coups de canon le pavillon argentin, et que le fort de Buenos Ayres a répondu sans hisser le pavillon français.

Le 30 mars 1843, jour anniversaire de la naissance de Rosas, les 22 bâtiments de guerre étrangers mouillés sur la rade et dans le port de Montevideo, saluèrent le pavillon du dictateur de vingt-un coups de canon. Un mois après, jour de la fête de Louis Philippe, le pavillon français fut aussi salué par ces mêmes bâtiments, excepté par ceux de Rosas !... Cette circonstance a dû être consignée dans les notes de l'Amiral Massieu de Clerval, qui était présent.

la France : Vous n'avez pas le droit de faire la guerre à Rosas !

Quant aux Etats Unis, ils viennent, eux, de faire récemment une entreprise considérable qui aurait pu éveiller les susceptibilités du monde, et particulièrement de l'Angleterre ; ils ont fait une guerre de conquête au Mexique ; ils ont obtenu la Californie.

Eh bien, est-ce que cela leur a attiré une guerre avec l'Angleterre, par exemple, qui les surveille avec tant d'attention, tant de sollicitude, et une sollicitude si fondée de la part d'une grande puissance maritime comme elle ? Evidemment, non !

M. de Mornay.—Je demande la parole.

M. Thiers.—Evidemment non ! Vous avez un droit de guerre tellement incontestable sur la Plata, qu'il n'y a pas un gouvernement se respectant qui puisse le contester.

Savez-vous ce qu'ont dit l'Angleterre et les Etats Unis dans la question de la Plata ? Ce n'est pas par ouï dire que je parle ici, c'est comme ministre des affaires étrangères, ayant traité cette question avec les deux gouvernements. L'Angleterre et les Etats-Unis nous ont dit : Finissez-en. En 1840, le blocus aurait déjà depuis deux ans, et l'Angleterre et les Etats-Unis disaient, alors ils ne prévoyaient pas que le blocus durerait encore sept années, ils disaient : Votre droit est incontestable : exercez-le, mais finissez-en ; car, bien que vous ayez le droit de faire la guerre, cette clôture des eaux de la Plata arrête le commerce de toutes les nations, nuit non-seulement au vôtre, mais encore au nôtre.

Oh ! de l'impatience de nous en voir finir, oui ; mais une intervention quelconque, mais une complication quelconque, je le nie ; et, je le répète encore, je mets au défi tout homme politique sérieux de venir annoncer des complications européennes pour ce que nous pourrions faire dans la Plata.

Ah ! des déplaisirs, je ne le conteste pas. Il est certain que tous les rivaux maritimes que nous avons dans le monde aiment mieux la chute de Montevideo que la chute de Buenos Ayres : c'est certain, je ne le conteste pas. Ce que je conteste, c'est que la question soit autre chose qu'américaine et puisse entraîner d'autres conséquences que des conséquences américaines, américaines du sud.

Voilà un premier point établi que je tiens pour parfaitement établi, pour irréfutable. (Mouvement sur quelques bancs.) Si on le conteste, on pourra le contester après moi ; mais j'affirme, quant à moi, et j'ai peut-être une assez grande connaissance des faits pour pouvoir affirmer, que je suis profondément convaincu de ce que j'avance là, et de plus, que cette conviction est partagée par tous les hommes éclairés.

La question est donc américaine ; elle ne peut affecter à aucun degré notre situation à l'égard du monde, et c'est pour cela que je crois que la France doit à son commerce, à ses nationaux, à son honneur, à sa loyauté, je vous le prouverai, et tout à l'heure je vous constituerai en tribunal d'honnêtes gens, je ferai votre loyauté juge de la question : c'est pour cela, dis-je, que la France doit à son commerce, à ses nationaux, à son honneur, à sa loyauté d'agir dans la Plata. Nous examinerons comment et avec quel degré d'énergie.

Permettez-moi de parler d'abord de son commerce.

Je suis confondu, et, si je l'osais je dirais presque humilié, qu'on dise sérieusement que les intérêts de la France dans la Plata sont changés. Mais, messieurs, où en sommes-nous donc de la connaissance de nos intérêts ? Quoi ! nos intérêts dans la Plata, sont changés ? Ecoutez-moi quelques instans, et vous allez en juger. (Ecoutez ! écoutez !)

Depuis que je suis entré dans la vie politique, je n'ai pas cessé d'étudier, sous tous les rapports ; cette grande question du développement de notre richesse industrielle et commerciale. Je puis dire, sans puérile vanité, que j'ai fait sur les états du commerce et sur les états de douanes, et je suis confondu de voir des faits si éclatans, si palpables, être si peu connus de tous les hommes qui s'occupent des affaires du pays, permettez-moi de le dire.

Cependant il n'y a personne qui n'ait ressenti une véritable douleur en voyant, depuis vingt ans, que notre commerce a doublé, qu'à côté de ce doublement de notre commerce, sous le rapport de l'exportation, du placement de nos produits, il a décroissance constante de notre commerce maritime et de notre navigation. Il n'y a personne qui n'ait été frappé de ces deux faits-là.

J'ai, pour ma part, contribué beaucoup, j'ose le dire, dans une commission de douane qui a siégé six mois durant, un peu avant la chute de la monarchie, et je voudrais que les procès verbaux de cette commission pussent être publiés, j'ai contribué, dis-je, à éclaircir, je crois, et à porter jusqu'au dernier degré d'évidence, les causes qui font que, tandis que notre commerce s'est agrandi, notre navigation, notre grand commerce maritime décroît tous les jours. Tous les ans, quand on publie les états du commerce et des douanes, je suis affligé, car j'aime passionnément la prospérité de mon pays, j'ose le dire, je suis af-

fligé en les ouvrant, et je tremble de voir encore quarante ou cinquante de nos batimens de grande navigation disparaître de ces états.

Eh bien, messieurs, nous avons cherché tous les moyens d'arrêter cette décadence déplorable de notre navigation. J'ai entendu des économistes très distingués nous dire : Mais, mon Dieu ! la cause de la décadence de notre navigation est bien simple ; avec votre régime de protection, vous y êtes inévitablement conduits, car, ne voulant pas prendre les produits des autres nations, celles-ci ne prennent pas les vôtres : telle est la cause de la décadence de votre commerce.

Je pourrais vous démontrer jusqu'à la dernière évidence, ce que c'est là une erreur.

Le régime industriel nouveau... Je vous demande messieurs, la permission de vous donner ces détails là. (Oui ! oui !—Parlez !) ; ils sont indispensables, si vous voulez apprécier la gravité de la question. (Parlez ! parlez !)

Le régime industriel nouveau, ce régime de protection, loin d'avoir nui à la navigation, a créé les deux plus grandes matières de fret qu'il y ait au monde : la houille et le coton. Deux nations s'en sont emparées : l'Angleterre et l'Amérique du Nord. Pourquoi s'en sont-elles emparées ? parce que, par l'application des nouvelles doctrines que vous avez faites à la navigation, vous avez supprimé toute surtaxe de pavillon, et à l'instant l'Angleterre s'est emparée de tout le transport de la houille ; l'Amérique du Nord, de son côté, s'est emparée de transports des cotons. Il en résulte qu'aujourd'hui, il n'y a en prospérité que le cabotage anglais et la grande navigation américaine.

J'ai entendu dire qu'il fallait revenir sur ces traités. Messieurs, dans une intention très honnête, très courageuse, le gouvernement de la restauration a voulu revenir sur ses traités, et cela a entraîné une guerre de tarifs, effroyable, devant laquelle il a fallu reculer.

Je ne veux pas trop m'engager dans une discussion de détails ; mais il y a deux grands faits qui sont évidens, incontestables pour tous les hommes qui connaissent ces matières qui s'occupent de la richesse du pays : c'est que dans le cabotage, vous êtes complètement battus par les Anglais, et dans la navigation de long cour, par les Américains du nord.

(Continuera.)

EMIGRATION ET COLOSATION.

Nous avons annoncé, sommairement, il y a deux jours, le départ pour la Californie, par un temps magnifique, du navire le Grétry, ayant à bord 90 passagers, expédiés par la compagnie la CALIFORNIENNE, rue de Trévise, 44, à Paris, directeur, M. Ch. Hochgesangt. C'est le deuxième départ d'associés travailleurs effectué par cette compagnie.

Lorsque le navire a appareillé, les chants ont éclaté de toutes parts ; l'espérance était peinte sur tous les visages ; et pourtant, au milieu de cette joie, se manifestaient des sentimens de regrets pour cette belle France, que ses enfans ne quittent jamais sans tristesse.

Les nombreux spectateurs groupés sur les quais, accompagnant de leurs vœux sympathiques ces hommes dont on remarquait l'excellente tenue, et qui allaient affronter les ennuis d'une longue navigation, pour prendre part à ces magnifiques exploitations dont les plaines de la Californie sont devenues le centre.

Jamais entreprise de ce genre n'aura été tentée, d'ailleurs, dans de meilleures conditions de sécurité. La compagnie la CALIFORNIENNE a mis à la disposition des travailleurs tous les moyens qui peuvent assurer le succès de l'entreprise ; rien n'a été non plus négligé par la compagnie de ce qui pouvait, pendant le voyage, assurer le confort et le bien-être des émigrans. La lettre suivante, adressée à M. Hochgesangt, en fournit un honorable témoignage :

Monsieur le directeur,

Au moment de quitter le sol de la mère-patrie, permettez-nous de vous exprimer notre reconnaissance, pour les soins intelligens que vous avez apportés à la bonne organisation de l'expédition.

Les associés-travailleurs soussignés, au nom de leurs camarades, vous adressent leurs sincères remerciemens ; croyez bien qu'ils contribueront, par leur union et leur zèle, dans toute la mesure de leurs forces, à rendre votre tâche plus facile pour assurer le succès de l'entreprise dont vous êtes le digne organisateur.

Nous vous embrassons de tout cœur :

ROBIN, chevalier de la Légion-d'Honneur, ex-capitaine du 22^e bataillon de la garde mobile.—DUTIRRE, propriétaire (Sartre).—BOUCHARD, propriétaire (Ardèche).—DE LARIVIERE, ancien négociant, à St-Ouen, près Paris.—TRIGALET, émigrant belge.

Délégués par leurs camarades.

Rien ne peut mieux justifier les soins apportés dans l'organisation de l'expédition que cette lettre émanée d'hommes si bien en position de les apprécier, et qui n'ont pas voulu quitter leur pays sans manifester leurs sentiments d'estime pour celui qui est à leur tête.

L'expédition est accompagnée d'un aumônier, M. l'abbé Renaud, du diocèse d'Agén, d'un chef d'expédition, M. de Boullenois, des Ardennes, et d'un médecin, M. Aubert, de Nîmes.

Quelques jours avant leur départ, les quatre-vingt-dix associés travailleurs, l'aumônier, le médecin, et le directeur général de la Société, ainsi que le chef de l'expédition, se sont réunis dans un banquet, qui a été une véritable fête; plusieurs discours ont été prononcés: le premier, par M. Ch. Hochgesang, qui a rappelé aux travailleurs le but qu'ils se proposaient et les sentiments fraternels qui devaient les animer dans cette vaste entreprise. Après ce premier discours, M. l'abbé Renaud, aumônier de l'association, a fait une allocution où il a exprimé heureusement les pensées les plus dignes et les plus élevées. M. de Boullenois, chef de l'expédition, a ensuite adressé, dans un esprit tout fraternel, quelques mots aux travailleurs. Après lui, plusieurs travailleurs ont successivement pris la parole, et insisté sur l'union, la concorde, et le dévouement nécessaires pour assurer le succès de l'entreprise commune.

Enfin, mercredi, le navire la Grétry a mis à la voile avec un vent des plus favorables, les quais étaient littéralement couverts de monde. Le navire a été accompagné par la foule jusqu'à l'extrémité de la jetée, d'où les émigrés ont adressé leurs derniers adieux à la France, en répétant tous le cri de Vive la République!

On voyait flotter sur le pont du navire un drapeau que les travailleurs avaient fait bénir la veille à l'église Notre Dame, où ils s'étaient rendus pour entendre une messe d'introduction à la Vierge. Ce drapeau a été confié par eux à leur camarade Robès, ancien officier de l'armée, chevalier de la Légion d'Honneur, qui saura, à n'en pas douter, le faire respecter sur la terre étrangère qu'il a vocation à habiter.

Puisse ces hommes, pleins de cœur et de courage, revenir un jour dans leur patrie, pour y goûter le repos au sein de leurs familles, dont ils auront assuré la bonheur par leur énergie et leur dévouement.

La compagnie la CALIFORNIENNE a accompli une grande partie de sa tâche: c'est maintenant aux travailleurs de répondre à ses espérances.

(Journal du Illore)

Avis à nos abonnés.

Le Patriote publiera dans le courant du mois prochain une correspondance intime de M. LEROUX de Beaucourt, ancien Chargé d'affaires à Buenos Ayres, ainsi que plusieurs autres documents précieux pour l'histoire de la question de la Plata.

Les personnes qui ne sont pas abonnés, ou celles qui, l'étant, désirent recevoir plusieurs numéros, sont instamment priées de se faire inscrire, avant le 10 du courant, au bureau du journal, rue Perez Castellanos, N° 162, ou chez M. Jaime Hernandez, libraire, rue de 25 de Mayo.

EN VENTE:

Chez les libraires et à l'imprimerie française, —rue du 25 Mai:

EMIGRATION ET COLONISATION

DANS
LA PROVINCE BRÉSILIENNE DE RIO GRANDE
DU SUD. LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE
L'URUGUAY ET TOUT LE BASSIN DE
LA PLATA.

Une Brochure in-8°

par
M. ARSENE ISABELLE.

Ancien Chancelier du Consulat Général de
France, auteur du

VOYAGE A BUENOS-AYRES ET A PORTO-ALÈGRE,
de notes commerciales et de plusieurs
autres écrits sur Montevideo.

PRIX

Un Patacon.

LA VITE
BOTTIER FRANÇAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient
de s'établir nouvellement à Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure à la mode et pour se faire connaître fera les bottes de huit piastres à 5 1/2 au comptant. Ceux qui l'honoreront de leur confiance auront lieu d'en être satisfait. —Rue du Rincon, n.° 87, en face de la confiserie.

Le Sieur Abadie,

Professeur de Français au Collège national de Montevideo, donne aussi des leçons particulières de lecture, d'écriture et de calcul appliqués à la tenue des livres de commerce.

S'adresser à lui même audit Collège ou rue Sarandí à la tienda de M. Forgues.

Il a été perdu.

Une Tabatière en platine ouvree, Paysage d'Algérie.

La personne qui la trouve et qui la remettra rue des 33, N° 41, sera généreusement gratifiée.

Hôtel de la marine

RUE VINGT CINC MAI, N° 81.

Cet établissement se recommande par la perfection de tout ce qu'on y sert journellement.

M. Guillot, directeur, qui a été cuisinier de plusieurs notabilités, s'empresse toujours de mériter la confiance des personnes qui voudront bien l'honorer de leur patronage.

Il se charge aussi des commandes en ville et des dîners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des appartements commodes et très agréablement situés, on assure les personnes qui les loueront, de soins assidus.

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Pêches Capitales. — L'Orgueil.

Les Pêches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Hélène.

Le Sansonnet.

Rapé Français de

BORDEAUX, venu par le dernier navire, à UN PATACON la livre. —Au Bureau de tabac de la Marine, près du Môle, où on trouvera également un grand assortiment de tabac américain à chiquer à des prix modérés.

Gratis.

1° Une belle pendule représentant l'Archevêque de Paris mort sur les barricades.

2° Une pendule, Jeanne d'Arc au siège d'Orléans.

3° Dito dito le soldat laboureur.

4° Dito dito Renaissance.

5° Une belle lampe modérateur.

Un de ces cinq articles sera donné au choix à tout souscripteur.

A un exemplaire de la Révolution de 1848, par Leonard Gallois, l'ouvrage se composera de 4 beaux volumes ou 36 livraisons, ornées chacune d'un superbe portrait en pied gravé sur acier.

ON SOUSCRIT:

Chez Edouard Maricof, rue du 25 Mai n° 169.

MM. les Souscripteurs sont prévenus que les vingt premières livraisons sont arrivées et

que les échantillons de prime se trouvent à l'adresse ci-dessus, où ils pourront venir faire leur choix.

Montevideo, le 17 avril 1850.

E. MARICOF.

On désire acheter

Un chien de chasse. — S'adresser rue de la Camarás, n° 156.

Changement de do

MICHEL

Le Docteur E. T. Ackermann, Professeur de l'école Impériale de Médecine Homéopathique du Brésil, approuvé et autorisé par le Tribunal d'Hygiène Publique de la République Orientale, a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient de transférer son Cabinet de Consultations, Rue du 25 mai N. 354, où pourront s'adresser, à toute heure du jour ou de la nuit, les personnes qui voudront bien lui accorder leur confiance.

Le Dr Ackermann continuera à recevoir au dispensaire gratuit, ouvert les Lundi et Jeudi les indigents auxquels, outre les Consultations, il fournira gratuitement les médicaments dont ils auront à faire usage.

L. A.

CONSTITUTION

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Promulguée

Par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848

Brochure in 32.

Se vend à l'imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre pour cau-

SE DE DEPART, l'Etablissement bien situé, de Café et Billard, place de la Constitution, N° 273 et 275.

A vendre pour cau-

SE DE DEPART, une petite maison avec un vaste terrain entouré de mur, située dehors de Marche. S'adresser au même Café.

Un cuisinier fran-

çais desire trouver un emploi soit dans un hôtel, restaurant ou maison bourgeoise, il fournira de bons renseignements, s'adresser au bureau du Patriote.

A Louer

UN CAFÉ bien achalandé à un prix très modéré, pourvu que la personne qui se présentera donne de bonnes garanties.

S'adresser au bureau du PATRIOTE.

Charcuterie française

ET

ORIENTALE.

Le sieur Hébert Célestin, propriétaire de la Charcuterie située en face de l'hôpital français, a l'honneur de faire savoir aux amateurs de la bonne chère et du bon goût, que depuis le dimanche de Pâques, on trouve dans cet établissement tous les articles ayant rapport à son état, et susceptibles de flatter les gastronomes les plus délicats.

On trouvera également, deux fois par semaine, le dimanche et le jeudi, des grandeurs à la Lyonnaise, des tripes à la mode de Caen, qu'on pourra manger dans l'établissement ou faire porter à domicile.

Le tout à des prix en rapport avec les circonstances.

IMPRIMERIE DU PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n° 162.